
GROUPE DMS

Rapport financier semestriel 2008

SOMMAIRE

1	RAPPORT D'ACTIVITE.....	3
2	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	6
3	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2008.....	29
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008	30

1 RAPPORT D'ACTIVITE

1.1 FAITS SIGNIFICATIFS

Des ventes inférieures aux attentes dans l'hexagone

En France, l'activité commerciale du premier semestre 2008 a été fortement pénalisée par des équipes commerciales insuffisantes. Le groupe met actuellement tout en œuvre, avec notamment le recrutement d'un nouveau responsable commercial et la mise en place d'une nouvelle équipe commerciale, afin de remédier à cette situation.

Le décalage du 3ème volet de l'appel d'offre européen et un contexte concurrentiel difficile compte tenu de la baisse du dollar par rapport à l'euro

Le groupe DMS était dans l'attente de la réponse du troisième volet d'un important appel d'offre européen quinquennal en radiologie conventionnelle. Le groupe avait été retenu en 2006 (6,1 M€) et en 2007 (6,1 M€) lors des deux premières phases de cet appel d'offre national. Parallèlement, DMS réalisait également 2 M€ de chiffre d'affaires dans la même zone géographique. Les ventes sur cette zone pouvaient représenter, en 2008, un montant au moins équivalent à celui enregistré en 2007, soit 8 M€. Compte tenu du retard et de l'absence de décision par le donneur d'ordre, le groupe a été contraint, le 12 juin 2008, de ne plus intégrer ce client dans son prévisionnel de chiffre d'affaires 2008, à hauteur de 8 M€.

Ce décalage intervient dans un contexte concurrentiel rendu difficile par l'accélération de la baisse du dollar par rapport à l'euro.

Lancement d'une augmentation de capital

Le 2 juin 2008, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé l'émission d'actions nouvelles qui devrait permettre l'émission d'un nombre maximal de 15.808.901 actions nouvelles émises au prix de 0.50 € par action soit une augmentation maximale d'un montant brut de 7.904.450,50 €.

Postérieurement au 30 juin 2008, le 12 septembre 2008, le Groupe DMS a annoncé la réussite de cette augmentation de capital pour un montant brut de 7.904.450,50 €.

1.2 RESULTATS CONSOLIDES

Le groupe DMS a enregistré au cours du premier semestre de l'exercice 2008 un chiffre d'affaires de 8994 K€ contre 15 397 K€ au 30 juin 2007, soit une baisse de 6403 K€ par rapport au premier semestre 2007.

Après une année 2007 placée sous le signe du redressement, DMS devait connaître en 2008 une année de forte croissance de son activité sous l'impulsion du lancement de nombreux nouveaux systèmes, à la fois en ostéodensitométrie, avec le Stratos, mais également en radiologie digitale, avec la gamme Da Vinci. Toutefois, compte tenu de capacités commerciales insuffisantes en France dans les premiers mois de l'année et de l'évolution inattendue d'un appel d'offre majeur en radiologie, qui s'est soldé par l'absence de décision du donneur d'ordre public alors que DMS avait remporté les deux premiers volets en 2006 et 2007, le groupe a pris du retard sur son plan de marche.

Le résultat opérationnel est une perte de 2062 K€ contre un bénéfice de 2606 K€ au 30 juin 2007.

Compte tenu de la baisse de 42% de son chiffre d'affaires au premier semestre et de la relative stabilité des coûts fixes de la société, les comptes du groupe DMS se sont en conséquence inscrits en perte à l'issue du premier semestre 2008.

Les charges de personnel sont en légère hausse (+0,1 ME) par rapport au 30 juin de l'exercice précédent (2,5 M€). L'effectif s'établit à 127 salariés contre 126 au 30/06/07.

Les autres charges sont en hausse de 0,2 M€ passant de 2,3 à 2,5 M€ au 30 juin 2008.

Le résultat financier passe d'une perte de 38 K€ au 30 Juin 2007 à une perte de 102K€ au 30 juin 2008.

Au 30 juin 2008, les déficits reportables s'élevaient à 11.692K€ générant un impôt différé actif non comptabilisé de 3897K€. Compte tenu des déficits reportables, aucun impôt sur les sociétés n'a été comptabilisé.

Le résultat net consolidé, part du groupe est une perte de 2064 K€ contre un bénéfice de 2 568K€ au 30 juin 2007.

Aucune variation de périmètre n'est à constater entre les exercices 2007 et 2008.

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2008

Le 12 septembre 2008, le Groupe DMS a annoncé la réussite de l'augmentation de capital en précisant qu'au total, l'offre a été sursouscrite 1,5 fois, représentant un montant total demandé de 11,6 M€. Les actionnaires de DMS ont largement souscrit à l'opération à titre irréductible, avec un montant global demandé de 6,4 M€.

Les demandes à titre réductible des nouveaux actionnaires, qui représentaient un montant d'engagement de 5,2 M€, ont, en conséquence, été réduites. Ces derniers seront servis pour un montant total de 1,5 M€.

Suite à cette opération, le capital social de DMS est composé de 24 591 624 actions. Les actions nouvelles ont été assimilées aux actions DMS existantes (code ISIN : FR0000063224 - DGM) et admises à la cotation au compartiment C du marché Euronext Paris de NYSE Euronext le 19 septembre 2008, jour de leur règlement-livraison.

Les dirigeants de DMS, messieurs Antoine Rabaste et Jean-Luc Dumas, ont, comme annoncé, participé à l'opération en exerçant l'intégralité de leurs DPS. En conséquence, la répartition du capital de DMS est inchangée :

Fondateurs et dirigeants : 17,6% du capital
Flottant : 82,4% du capital

Cette augmentation de capital n'a pas d'incidence sur les comptes intermédiaires arrêtés au 30 juin 2008, elle sera comptabilisée au second semestre 2008.

Par ailleurs, La société DMS rappelle l'existence de 4 591 046 bons de souscriptions d'actions remboursables (« BSAR B ») exerçables jusqu'au 31 décembre 2010.

A la suite de l'augmentation de capital mentionnée précédemment, la nouvelle parité d'exercice des BSAR B est désormais : 4 BSAR B donnent le droit de souscrire à 1,07 action nouvelle à émettre au prix unitaire de 9 €.

1.4 PERSPECTIVES

Les perspectives autant en ostéodensitométrie qu'en radiologie digitale sont bonnes. L'ostéodensitomètre est encore un marché d'équipement en développement en raison du vieillissement de la population mondiale, de l'attention accrue portée à la santé de la femme et des coûts générés par l'ostéoporose auprès des organismes sociaux. La radiologie est un marché déjà plus mature mais en pleine transition : les radiologues du monde entier sont en train de migrer vers des appareils digitaux qui constituent une transition inéluctable de leur métier.

Si l'année 2008 constituera un exercice de transition, les difficultés que nous avons rencontrées au cours du premier semestre 2008 ne remettent absolument pas en cause la capacité de croissance du groupe pour les prochaines années et dès l'année 2009. Autant pour les systèmes fluoroscopiques qu'en radiologie conventionnelle digitale (salles complètes de radio digitales et statifs digitaux dédiés à l'os et aux poumons)

2 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2008

ACTIF	en K€	Notes	30/06/2008 6 mois	31/12/2007
<i>Actif non courant</i>				
	Goodwill	Note 4	1 473	1 473
	Immobilisations incorporelles	Note 4	1 280	1 174
	Immobilisations corporelles	Note 5	511	531
	Impôt différé actif	Note 21	0	0
	Actifs financiers non courants	Note 6	94	93
	Participation des les entreprises associées			
	Autres actifs non courants			
Total de l'actif non courant			3 358	3 271
<i>Actif courant</i>				
	Stocks	Note 7	8 823	7 291
	Créances clients	Note 8	7 864	9 637
	Autres actifs courants	Note 9	2 291	2 096
	Trésorerie et équivalence de trésorerie	Note 10	985	4 529
Total de l'actif courant			19 963	23 553
TOTAL DE L'ACTIF			23 321	26 824

PASSIF	en K€	Notes	30/06/2008 6 mois	31/12/2007
<i>Capitaux propres</i>				
	Capital émis	Note 23	8 783	8 783
	Prime d'émission		8 135	8 135
	Autres réserves		-2 766	-4 767
	Résultat de l'exercice		-2 064	2 001
Intérêts minoritaires			103	131
Total des capitaux propres			12 191	14 283
<i>Passif non courant</i>				
	Emprunts à long terme (part >1an)	Note 12	340	610
	Impôts différés passifs	Note 21	0	0
	Provisions à long terme	Note 11	49	21
Total du passif non courant			389	631
<i>Passif courant</i>				
	Fournisseurs et autres créditeurs	Note 13	7 750	8 545
	Dettes financières (part <1 an)	Note 12	1 703	1 893
	Partie courante des emprunts long terme	Note 12	952	1 132
	Impôts exigibles			
	Provisions à court terme	Note 11	336	340
Total du passif courant			10 741	11 910
TOTAL DU PASSIF			23 321	26 824

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2008

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
K€		6 mois	6 mois	12 mois
Activités maintenues				
Produit des activités ordinaires	Note 16	8 994	15 397	31 352
Autres produits	Note 17	388	1 712	2 000
Variation de stocks de produits finis en cours		541	560	584
Marchandises et matières consommées		-6 652	-10 484	-21 603
Frais de personnel	Note 18	-2 544	-2 452	-4 846
Dotations aux amortissements	Note 5	-42	-35	-87
Dotations aux provisions	Note 11	5	380	481
Dépréciation immobilisations incorporelles	Note 4	-298	-187	-472
Autres charges	Note 19	-2 454	-2 285	-5 299
Résultat opérationnel		-2 062	2 606	2 110
Produits financiers		33	56	82
Charges financières		-135	-94	-237
Résultat financier	Note 20	-102	-38	-155
Résultat avant impôt		-2 164	2 568	1 955
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues		-2 164	2 568	1 955
Quote part dans résultat net des entités associées		0	0	0
Activités abandonnées ou cédées		0	0	0
Résultat de l'exercice des activités abandonnées				
Résultat de l'exercice des activités cédées				
Impôt sur le résultat	Note 21	69	30	69
Résultat net consolidé		-2 095	2 598	2 024
Part des minoritaires		-31	30	23
Résultat net consolidé-part du groupe		-2 064	2 568	2 001
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)				
Résultat de base par action	Note 25	-0,24	0,32	0,23
Résultat dilué par action		-0,24	0,22	0,20

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidés	TOTAL PART GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
<i>en K€ - sauf nombre d'actions</i>							
Solde au 1er janvier 2007		8 035	5 985	-4 897	9 123	111	9 234
Changement de méthode					0		0
Correction d'erreur					0		0
Autres				-7	-7		-7
Résultat net				2 568	2 568	30	2 598
Dividendes					0		0
Augmentation de capital					0		0
Réduction de capital					0		0
Solde au 30/06/2007	8 035 108	8 035	5 985	-2 336	11 684	141	11 825
Solde au 1er janvier 2008	8 782 723	8 783	8 134	-2 765	14 152	131	14 283
Changement de méthode					0		0
Correction d'erreur					0		0
Autres					0	3	3
Résultat net				-2 064	-2 064	-31	-2 095
Dividendes					0		0
Augmentation de capital					0		0
Réduction de capital					0		0
Solde au 30 juin 2008	8 782 723	8 783	8 134	-4 829	12 088	103	12 191

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Conformément à IAS 7, le tableau de flux de trésorerie doit présenter les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

En K€	30/06/2008	30/06/2007
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 2 095	2 597
Elimination des éléments non monétaires :		
. Dotations et reprises aux amortissements et provisions a)	359	- 161
. Variation des impôts différés	-	-
. Résultat de cession d'actifs non courants	-	-
. Quote part de subventions d'investissement	-	-
. Abandons de créances	-	- 587
. Coût des avantages accordés (stock options)		
Marge brute d'autofinancement	- 1 736	1 849
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel b)	- 747	- 4 174
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (1)	- 2 483	- 2 325
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations et actifs financiers	- 425	- 403
Cession d'immobilisations et autres actifs non courants	-	-
Réduction d'actifs financiers	1	-
Incidence variation de périmètre	-	-
Variation des autres actifs non courants	-	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (2)	- 424	- 403
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements d'avances conditionnées	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
Augmentations de capital en numéraire (c)	-	-
Nouveaux emprunts et financements (d)	-	-
Remboursements d'emprunts et financements (d)	- 746	- 473
Remboursement d'avances conditionnées	- 88	- 15
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (3)	- 834	- 488
Variation nette de trésorerie (1) + (2) + (3)	- 3 741	- 3 216
Trésorerie d'ouverture	4 529	4 168
Trésorerie de clôture	788	952
Variation trésorerie nette	- 3 741	- 3 216

Notes au tableau des flux de trésorerie :

- a) à l'exclusion des provisions sur actif circulant
- b) la variation de BFR est retraitée des éléments relatifs aux impacts de la correction d'erreur sur les stocks et des avantages au personnel
- c) augmentation de capital nette de frais d'émission imputés au capital
- d) le groupe ayant recours de façon permanent à la cession de créances professionnelles, celle-ci a été considérée comme une source de financement.

ANNEXE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice

Renforcement des fonds propres au 2^{ème} semestre 2008:

Le 2 juin 2008, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé l'émission d'actions nouvelles qui devrait permettre l'émission d'un nombre maximal de 15.808.901 actions nouvelles émises au prix de 0.50 € par action soit une augmentation maximale d'un montant brut de 7.904.450,50 €.

Evènements postérieurs à la clôture

Le 12 septembre 2008, le Groupe DMS a annoncé la réussite de l'augmentation de capital en précisant qu'au total, l'offre a été sursouscrite 1,5 fois, représentant un montant total demandé de 11,6 M€. Les actionnaires de DMS ont largement souscrit à l'opération à titre irréductible, avec un montant global demandé de 6,4 M€.

Les demandes à titre réductible des nouveaux actionnaires, qui représentaient un montant d'engagement de 5,2 M€, ont, en conséquence, été réduites. Ces derniers seront servis pour un montant total de 1,5 M€.

Suite à cette opération, le capital social de DMS est composé de 24 591 624 actions. Les actions nouvelles ont été assimilées aux actions DMS existantes (code ISIN : FR0000063224 - DGM) et admises à la cotation au compartiment C du marché Euronext Paris de NYSE Euronext le 19 septembre 2008, jour de leur règlement-livraison.

Les dirigeants de DMS, messieurs Antoine Rabaste et Jean-Luc Dumas, ont, comme annoncé, participé à l'opération en exerçant l'intégralité de leurs DPS. En conséquence, la répartition du capital de DMS est inchangée :

Fondateurs et dirigeants : 17,6% du capital
Flottant : 82,4% du capital

Cette augmentation de capital n'a pas d'incidence sur les comptes intermédiaires arrêtés au 30 juin 2008, elle sera comptabilisée au second semestre 2008.

Par ailleurs, La société DMS rappelle l'existence de 4 591 046 bons de souscriptions d'actions remboursables (« BSAR B ») exerçables jusqu'au 31 décembre 2010.

A la suite de l'augmentation de capital mentionnée précédemment, la nouvelle parité d'exercice des BSAR B est désormais : 4 BSAR B donnent le droit de souscrire à 1,07 action nouvelle à émettre au prix unitaire de 9 €.

NOTE 2 Principes comptables

Principes généraux et normes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des **normes comptables internationales IFRS** telles qu'adoptées au 30 juin 2008 dans l'Union Européenne.

Comptes intermédiaires

Le rapport intermédiaire présente des états financiers résumés et des notes explicatives conformes aux dispositions de la norme **IAS 34 – Information financière intermédiaire**.

Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires et les charges sont reconnus dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle soit sur sa période de réalisation. L'impôt estimé est calculé à partir d'une estimation du taux d'impôt probable à la clôture annuelle (33,33%).

Continuité d'exploitation

Les comptes sont présentés sur une hypothèse de continuité d'exploitation.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations. Les estimations et hypothèses élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes, portent en particulier sur les provisions pour garantie, pour créances clients, la durée du cycle de vie des produits, les risques fiscaux, les litiges, la valorisation des écarts d'acquisition, la valorisation des actifs incorporels et leur durée de vie estimée. Les montants définitifs pourraient différer de ces estimations.

Principes comptables et principes de consolidation

Méthodes de consolidation :

L'ensemble des sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation étant actuellement contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société mère, ces filiales sont consolidées par intégration globales.

Retraitements IFRS :

Les retraitements opérés en normes IFRS par rapport aux normes françaises appliquées aux comptes sociaux concernent principalement :

- La comptabilisation et la dépréciation du goodwill (IAS 36)
- L'évaluation à la juste valeur des plans de souscription d'actions (IFRS 2).

Information sectorielle:

La norme IAS 14 impose aux entités dont les titres sont négociés sur un marché organisé de présenter une information sur deux niveaux par secteur d'activité et par secteur géographique.

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Niveau primaire d'information : Activité	Niveau secondaire d'information Secteur géographique
Dopplers et Ostéodensimétrie	Europe
Radiologie	Afrique
Distribution et maintenance	Moyen-orient
	Amérique du Nord et du Sud
	Asie
	Océanie

Conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, seuls les produits et charges sectoriels relatifs au niveau primaire d'information sont présentés dans l'annexe des comptes semestriels.

Elimination des transactions intragroupes :

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intragroupes, sont totalement éliminés.

Frais de Recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles lorsqu'elles portent sur des projets identifiables et que ces projets présentent une faisabilité technique et des perspectives commerciales.

Les frais de développement immobilisés sont à la fois des frais engagés en interne, coûts de personnel, et des frais externes (sous-traitance à des laboratoires...). Les frais de recherche et développement sont amortis sur leur durée d'utilité qui est dans la plupart des cas estimée à 3 ans. En cas d'indice de perte de valeur du projet identifié les frais de Recherche et développement peuvent faire l'objet d'une dépréciation complémentaire. Les frais de recherche et développement peuvent être sortis lorsque plus aucun avantage économique futur n'est attendu.

Goodwill :

A la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût qui représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs.

Après la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. La dépréciation éventuelle d'un goodwill est déterminée par rapport à la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté.

Regroupement d'entreprises et reconnaissance des écarts d'acquisition :

La norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, prévoit en principe un retraitement rétrospectif de toutes les acquisitions de sociétés (business combinations) antérieures à la date de transition. Pour des raisons pratiques, le Groupe DMS utilise l'option offerte par la norme IFRS 1, Première adoption des normes IFRS, de ne pas appliquer le retraitement rétrospectif aux acquisitions antérieures à la date de transition. Cela concerne l'écart d'acquisition de la filiale APELEM.

Ainsi, pour cette société acquise, le montant de l'écart de première consolidation selon les normes IFRS le jour de l'acquisition de la société par DMS est le même que celui qui avait été calculé dans les principes comptables français.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeurs, conformément à IFRS 3 et IAS 36.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements indiquent une perte de valeur potentielle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon les méthodes linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité de l'actif soit :

• Constructions	10 à 33 ans
• Matériel et outillage industriel	3 ans
• Agencements, aménagements, installations	7 à 10 ans
• Matériel de transport	1 à 4 ans
• Matériel de bureau et informatique	4 à 10 ans
• Mobilier	10 ans

Lorsque la prise en location d'un bien significatif implique, en substance, un transfert de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, alors il est comptabilisé en immobilisation, avec en contrepartie une dette financière.

En ce qui concerne l'immeuble d'APELEM, construit avec un bail à construction, la durée d'utilité des composants amortissables sur une durée supérieure à la durée du bail a été réduite à la durée du bail, soit 30 ans. Le bail à construction a été analysé conformément à la norme IAS 17.4, c'est-à-dire en location simple pour la partie afférente au terrain, le transfert de propriété n'étant pas prévu au contrat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de marchandises et des approvisionnements comprend en sus du prix d'achat les frais accessoires. La valeur nette de réalisation est estimée par rapport au prix de vente estimé diminué éventuellement des coûts estimés restant à réaliser pour l'achèvement des matériels.

Le coût des stocks de produits finis comprend les coûts directs d'acquisition et les autres coûts directs tels que la main d'œuvre directe, les frais de transport et de douanes ainsi qu'une quote-part de frais généraux imputables à ces actifs. Les coûts d'emprunts attribuables à l'activité de production sont non significatifs compte tenu de la faible durée du processus de production.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées suivant leurs valeurs nominales diminuées éventuellement des dépréciations des montants non recouvrables.

Avantages du personnel

Départ en retraite :

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. Le groupe a souscrit un contrat d'assurance financier. Selon IAS 19, ce contrat est assimilable à un régime à prestation définies et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs. Le calcul des engagements de retraite prend en compte les dispositions de la loi de financement de sécurité sociale pour 2008, et notamment l'introduction d'une nouvelle contribution en cas de mise à la retraite par l'employeur. L'hypothèse de provisionnement correspond à une mise à la retraite du salarié par l'employeur à l'âge de 65 ans.

Stocks options :

Les instruments financiers que DMS attribue entrent dans le champ de la norme comptable IFRS 2. L'application de cette norme n'est pas rétrospective et ne concerne donc pas les plans émis avant le 1er janvier 2004.

Pour ces transactions, la juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée de manière définitive par référence à la juste valeur des options à la date d'attribution.

Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. De même ces produits sont comptabilisés lorsque le contrôle effectif des biens incombe au propriétaire.

Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés, dont le solde est un impôt différé actif, ne sont pas comptabilisés au niveau du Groupe en raison de la non régularité de la situation bénéficiaire du groupe.

NOTE 3 Périètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 30 juin 2008 intègrent les comptes des sociétés suivantes. Toutes les sociétés consolidées le sont par **intégration globale**.

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	Montpellier (Perols)	389 873 142	Société-mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S	Nîmes	319 996 146	Filiale	98,43%	-
MEDILINK	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	389 288 044	Filiale	99,80%	-
MERIX	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	348 233 800	Filiale	99,94%	-
LTR	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	344 312 798	Filiale	99,80%	-
APELEM Espagne	S.A.	Barcelona		Filiale	0%	50,20% (1)-

(1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM S.A (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 50.20% dans APELEM Espagne.

Conformément aux normes IAS 27 (Etats financiers consolidés et individuels) et IAS 31 (Participations dans des co-entreprises), les filiales présentées ci-avant sont considérées sous contrôle de la société mère et consolidées à ce titre.

Principales acquisitions et cessions de l'exercice

Néant

Entreprises exclues du périmètre de consolidation

La seule entreprise exclue du périmètre est la société Russe «SPECTRAP» détenue à 33% par APELEM. La dimension de cette société et le pourcentage de détention ont un impact négligeable pour le groupe alors même qu'il existe des difficultés à obtenir des informations financières fiables dans un délai raisonnable eu égard aux délais de publication du Groupe.

NOTE 4 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	30/06/2008			31/12/2007		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Concessions, brevets, licences	385	385	0	385	383	2
Frais de R&D	7 211	5 932	1 279	6 807	5 635	1 172
Goodwill	3 773	2 300	1 473	3 773	2 300	1 473
Autres actifs incorporels	0	0	0	0	0	0
TOTAL	11 369	8 617	2 752	10 965	8 318	2 647

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Concessions, brevets, licences	385	0			385
Frais de R&D	6 807	404			7 211
Goodwill	3 773				3 773
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	10 965	404	0	0	11 369

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

<i>Amortissements & Dépréciation</i> (K€)	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Reprise	Clôture
Concessions, brevets, licences	383	1			384
Frais de R&D	5 635	297			5 932
Goodwill	2 300				2 300
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	8 318	298	0	0	8 616

Les frais de R&D se ventilent comme suit par activité :

<i>Frais de R&D</i> (K€)	Ostéo/ Dopplers	Radiologie	Total
Brut Ouverture	4 505	2 302	6 807
Acquisition	206	198	404
<i>Brut clôture</i>	<i>4 711</i>	<i>2 500</i>	<i>7 211</i>
			0
Amortissements ouverture	3 884	1 749	5 633
Dotation exercice	150	149	299
TOTAL FRAIS DE R&D	677	602	1 279

Le goodwill est constitué exclusivement de l'écart d'acquisition de la filiale APELEM. Ce goodwill a fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur au titre de l'exercice 2005 d'un montant de 2.300 K€ ramenant sa valeur nette à 1.473 K€.

NOTE 5 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	30/06/2008			31/12/2007		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Terrains	0	0	0	0	0	0
Constructions	1 013	636	377	1 013	619	394
Matériel et outillage	356	308	48	346	300	46
Agencements et autres	641	555	86	632	538	94
TOTAL ACTIFS CORPORELS	2 010	1 499	511	1 991	1 457	534

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Terrains	0				0
Constructions	1 013				1 013
Matériel et outillage	346	10			356
Agencements et autres	632	9			641
TOTAL	1 991	19	0	0	2 010

La variation des amortissements et dépréciation est la suivantes :

<i>Amortissements & Dépréciation</i> (K€)	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Sortie	Clôture
Terrains	0	0			0
Constructions	619	17			636
Matériel et outillage	300	8			308
Agencements et autres	538	17			555
TOTAL	1 457	42	0	0	1 499

NOTE 6 Actifs financiers non courants

Actifs financiers :

<i>Actifs financiers (K€)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Titres de participation	31	31
Autes (dont dépôts et cautionnement)	63	62
TOTAL	94	93

Les titres de participation (31KE) sont non consolidés et concernent la société SPECTRAP, détenue à 33 %, en Russie. La non consolidation provient des difficultés de la société à diffuser au groupe des informations fiables dans un délai raisonnable. La valorisation de cette participation (31KE) n'a pas été réajustée car elle est non significative pour le groupe.

Participations dans les entreprises associées :

Néant, aucune participation n'est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTE 7 Stocks

Les méthodes d'évaluation des stocks sont décrites dans la note de l'annexe relative aux principes comptables et se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	30/06/2008			31/12/2007			variation N/N-1 net
	Valeur	Dépréciation	Net	Valeur	Dépréciation	Net	
Matières premières, approvisionnements	5 618	302	5 316	4 629	302	4 327	989
En cours de production	1 993		1 993	1 350		1 350	643
Produits finis	1 607	336	1 271	1 709	328	1 381	-110
Marchandises	370	126	244	360	126	234	10
TOTAL	9 588	764	8 824	8 048	756	7 292	1 532

NOTE 8 Créances clients

Le poste client se décompose comme suit :

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Créances clients	5 191	7 590	-2 399
Clients douteux	836	965	-129
Factures à établir	2 612	1 889	723
Provisions pour dépréciation	-776	-807	31
TOTAL	7 863	9 637	-1 774

NOTE 9 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Fournisseurs débiteurs et acomptes	184	174	10
Personnel	5	12	-7
Impôt sur les bénéfices	240	570	-330
Impôts et taxes	1 337	1 104	233
Autres créances	107	99	8
Charges constatées d'avance	418	137	281
			0
TOTAL	2 291	2 096	195

NOTE 10 Trésorerie

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Valeurs mobilières de placement	626	612	14
Disponibilités	359	3 917	-3 558
TOTAL	985	4 529	-3 544

NOTE 11 Variation des provisions

Bilan

K€	31/12/2007	Augment°	Diminution	30/06/2008
Provision pour litiges	140		-4	136
Provision IFA	0			0
Autres	200			200
<i>Sous total provisions court terme</i>	<i>340</i>	<i>0</i>	<i>-4</i>	<i>336</i>
Indemnités de retraite (long terme)	21	28		49
<i>Sous total provisions long terme</i>	<i>21</i>	<i>28</i>	<i>0</i>	<i>49</i>
TOTAL	361	28	-4	385

- En 2007 une provision de 200 K€ a été constituée pour tenir compte du risque de défaillance sur un client d'Amérique latine compte tenu du contexte d'instabilité politique et des frais juridiques de recouvrement que le groupe va devoir engager. Le risque relatif à cette affaire n'a pas évolué sur la période.

Dotations aux provisions (compte de résultat)

K€	30/06/2008
Augmentation des provisions	28
Diminution des provisions	-9
Variation des dépréciations de stocks	8
Variation des dépréciations de créances clients	-32
Autres	0
TOTAL	-5

NOTE 12 Passifs financiers

Avances conditionnées :

Les avances conditionnées d'un montant global de 501 K€, sont constituées d'avances sans intérêts consenties par l'ANVAR pour aider à la recherche et à la mise au point de nouveaux produits.

Emprunts à long terme (>1an)

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances conditionnées (part >1 an)	154	150	4
Emprunts (part >1 an)	186	460	-274
Dettes correspondant aux contrats de crédit bail (part >1 an)		0	0
TOTAL	340	610	-270

Dettes financières à moins d'un an

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances conditionnées	347	439	-92
Emprunt (part <1 an)	605	693	-88
Dettes correspondant aux contrats de crédit bail (<1 an)	0	0	0
	952	1 132	-180
Banques créditrices	197	0	197
Mobilisations de créances	1506	1893	-387
	1703	1893	-190
TOTAL	2 655	3 025	-370

Total des dettes financières

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances conditionnées	501	589	-88
Emprunts bancaires	791	1 153	-362
Banques créditrices	197	0	197
Mobilisations de créances	1506	1893	-387
TOTAL	2 995	3 635	-640

NOTE 13 Autres dettes

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances reçues	269	482	-213
Fournisseurs	6 026	6 175	-149
Personnel	362	338	24
Organismes sociaux	432	452	-20
Etats, TVA	341	644	-303
Autres dettes fiscales et sociales	166	218	-52
Autres dettes	138	209	-71
Produits constatés d'avance	16	27	-11
TOTAL	7 750	8 545	-795

NOTE 14 Engagements de retraite

Les engagements de retraite provisionnés au bilan sont relatifs à la part de l'engagement non couverte par le contrat d'assurance souscrit (cf. Note sur les principes comptables).

Provision au 31/12/2007	22 K€	
Provision au 30/06/2008	49 K€	
Variation		+27 K€

NOTE 15 Autres engagements hors bilan

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Privilège Trésor	560	560	0
Cautions et garanties	6 280	6 280	0
Nantissements	7 053	7 053	0
Retour à meilleure fortune	710	710	0
Divers			
TOTAL	14 603	14 603	0

Les « cautions et garanties » (6 280 K€) correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui des lignes de découvert et de mobilisations données par les banques.

Les « nantissements » (7053 KE) correspondent au nantissement du fonds de commerce de DMS et des actions APELEM au profit des banques en garantie de l'emprunt à moyen terme octroyé par celles-ci en 2002.

Litige :

Plusieurs contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe, déjà présentés dans l'annexe de l'exercice précédent, ne font pas l'objet de provision dans les comptes consolidés compte tenu des éléments favorables présents dans les dossiers à ce jour. Les procédures sont toujours pendantes devant la direction des services fiscaux de l'Hérault et devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Les litiges portent sur l'impôt sur les sociétés à hauteur 598 KE.

NOTE 16 Produits des activités ordinaires

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Vente de marchandises	3 682	4 393	-711	11 013
Biens et services vendus	5 312	11 004	-5 692	20 340
TOTAL	8 994	15 397	-6 403	31 352

NOTE 17 Autres produits

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Subvention d'exploitation	8	5	3	9
Production immobilisée	340	316	24	578
Résultat cession MEDIAG				
Renégociation de la dette financière d'avances remboursables (1)		647	-647	647
Abandon de la dette sur redevances (2)		453	-453	453
Autres	40	291	-251	313
TOTAL	388	1 712	-1 324	2 000

(1) En 2007, correspondait à 587KE de principal et à 60 KE d'annulation d'intérêts de retard et pénalités.

(2) En 2007 correspondait à un abandon de créances liées à des redevances sur des brevets non utilisés par le groupe.

NOTE 18 Frais de personnel

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Salaires	1 795	1 725	70	3 392
Charges sociales	749	722	27	1 454
Stock options				
TOTAL	2 544	2 447	97	4 846

L'effectif s'établit à 127 salariés au 30/06/08 contre 130 au 31/12/2007.

NOTE 19 Autres charges opérationnelles

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Autres achats	2 138	2 012	126	4 539
Autres charges	134	76	58	350
Impôts et taxes	182	198	-16	410
Autres				
TOTAL	2 454	2 286	168	5 299

NOTE 20 Résultat financier

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Produits des placements	25	45	-20	63
Gains de change	4	11	-7	19
Autre	3		3	
Produits financiers	32	56	-24	82
Intérêts des emprunts et financements court terme	117	93	24	218
Pertes de change	4	1	3	6
Dépréciations				
Autres	14		14	13
Charges financières	135	94	41	237
RESULTAT FINANCIER	-103	-38	-65	-155

NOTE 21 Impôts différés

Impôts différés :

Un périmètre d'intégration fiscale est constitué par les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK.

Du fait des pertes enregistrées sur les derniers exercices les impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée à la date de clôture comme suffisamment probable.

Au 30 juin 2008 le groupe DMS détient 3 897K€ d'impôts différés actifs liés à des déficits reportables non inscrits au bilan du groupe :

Déficits reportables - K€	IS	
	Base	33,33%
Périmètre d'intégration fiscale (DMS, APELEM, MEDILINK)	11 195	3 731
LTR	70	23
MERIX	427	142
TOTAL	11 692	3 897

NOTE 22 Information sectorielle

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Niveau primaire d'information : Activité	Niveau secondaire d'information Secteur géographique
Dopplers et Ostéodensimétrie	Europe
Radiologie	Afrique
Distribution et maintenance	Moyen-orient
	Amérique du Nord et du Sud
	Asie
	Océanie

Les comptes intermédiaires présentent les résultats sectoriels au niveau primaire.

Information sectorielle primaire : Résultats sectoriels

<u>06/2008</u>	Osteo / Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
<i>Chiffre d'affaires</i>	3 969	6 195	856	11 020
<i>Elimination du CA inter secteur</i>	-1 697	-226	-102	-2 026
CA consolidé	2 272	5 969	754	8 994
<i>Résultat opérationnel</i>	-818	-1 089	-87	-1 994
<i>Retraitements de consolidation</i>	-18	-52	-3	-73
<i>Elimination des résultats inter secteur</i>	-646	434	212	0
Résultat opérationnel consolidé	-1 482	-707	122	-2 067
Résultat financier consolidé	-36	-65	3	-98
Charge d'impôt consolidé	-69	0	0	-69
Résultat net consolidé	-1 449	-772	125	-2 096

<u>06/2007</u>	Osteo / Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
Revenus				
<i>Chiffre d'affaires</i>	6 067	9 503	1 030	16 600
<i>Elimination du CA inter secteur</i>	-893	-152	-157	-1 202
CA consolidé	5 174	9 351	873	15 398
<i>Résultat opérationnel</i>	549	1 874	209	2 632
<i>Retraitements de consolidation</i>	-1	-46	-3	-50
<i>Elimination des résultats inter secteur</i>	29	-45	17	1
Résultat opérationnel consolidé	577	1 783	223	2 583
Résultat financier consolidé	-20	-18	0	-38
Charge d'impôt consolidé	-23	-33	4	-52
Résultat net consolidé	580	1 798	218	2 596

NOTE 23 Gestion des capitaux propres et Capital social

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe DMS a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et d'assurer un retour sur investissement à ses actionnaires. Le groupe DMS gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques et des nécessités d'investissements du groupe.

Evolution du capital

Aucune évolution du capital sur le semestre n'a été réalisée.

Au 30 juin 2008 le capital social s'élève à 8 782 723 € et se compose de 8 782 723 actions au nominal de 1€

Récapitulatif des BSAR A et BSAR B :

	BSAR A	BSAR B
Date d'échéance des bons	31/12/2007	31/12/2010
Prix d'exercice des bons pour acquérir 1 action DMS	4,00 €	9,00 €
Nombre de bons nécessaires à l'achat d'une action	2	4
Nombre de bons attribués à l'origine	4 591 490	4 591 490
Nombre de bons exercés au 31/12/07	1 445 008	444
Nombre de bons radiés au 31/12/07	3 146 482	
Nombre de bons restants à exercer au 1/1/2008	-	4 591 046
Nombre de bons exercés en 2008	-	-
Bons arrivant à échéance au 30/06/08	-	-
Nombre de bons restants à exercer au 30/06/08	-	4 591 046

L'augmentation de capital du mois de septembre 2008 (postérieure à la date du 30 Juin 2008) est décrite en NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice.

NOTE 24 Plans d'options de souscription d'actions

Ajustements des prix des options :

Aucun ajustement de prix des options n'a été constaté depuis les dernières décisions du conseil d'administration du 28 décembre 2007 relatives à l'exercice 2007.

Options levées en 2008:

Aucune option levée au 30 juin 2008.

Options attribuées au cours de l'exercice :

Néant

Plans d'options de souscription d'actions en cours :

Date du plan	Plan du 27/10/2006	Plan du 21/09/05	Plan du 20/05/05	Plan du 9/8/2004	TOTAL
Nombres d'options totales attribuées à l'origine	25 000	10 000	8 000	12 500	55 500
Nombre d'options exercées au 1/1/2008	25 000	7 500	-	10 500	43 000
Nombre d'options exercées en 2008	-	-	-	-	-
Nombre d'options radiées	-	-	-	-	-
Nombre d'options restant à exercer (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	-	3 956	12 645	3 162	19 763
Prix d'exercice (en euros) (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	2,16 €	2,18 €	2,79 €	2,53 €	
Date d'échéance du plan	28/10/2014	22/09/2013	21/05/2013	11/08/2008	

NOTE 25 Résultat par action

Le résultat par action s'établit comme suit :

résultat total conso	-2 095 455		
part des minoritaires	30 670		
Résultat consolidé part du groupe	-2 064 785	€	
Nombre d'actions au 30/06/2008	8 782 723		
Valeur nominale	1	€	
Résultat par action	-0,24	€	
Nombre de stock options restant à exercer	19 763		
Nombre d'actions équivalent BSAR A			
Nombre d'actions équivalent BSAR B	1 147 762		
Total actions potentielles dilutives	1 167 525		Non prise en compte dans le résultat par action compte tenu du résultat déficitaire
Total actions créées + dilutives	9 950 248		
Résultat par action dilué	-0,24	€	
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
	6 mois	6 mois	12 mois
Résultat de base par action	-0,24	0,32	0,23
Résultat dilué par action	-0,24	0,22	0,20

Le résultat au 30 juin 2008 étant une perte il n'y a pas de différence entre le résultat par action et le résultat par action dilué.

3 DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2008

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ
Représentée par **Michel DEHORS**

PARC DE L'AEROPORT
45 RUE JEREMY BENTHAM
34473 PEROLS CEDEX

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES
Représentée par **Gérard JEANNET**

LE MILLENAIRE
650 RUE LOUIS LEPINE
34000 MONTPELLIER

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DMS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour

un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 21 qui expose la non comptabilisation des impôts différés actifs.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

MONTPELLIER, LE 09 OCTOBRE 2008

Les Commissaires aux Comptes

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES

MICHEL DEHORS

GERARD JEANNET

GROUPE DMS

Rapport financier semestriel 2008

SOMMAIRE

1	RAPPORT D'ACTIVITE.....	3
2	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	6
3	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2008.....	29
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008	30

1 RAPPORT D'ACTIVITE

1.1 FAITS SIGNIFICATIFS

Des ventes inférieures aux attentes dans l'hexagone

En France, l'activité commerciale du premier semestre 2008 a été fortement pénalisée par des équipes commerciales insuffisantes. Le groupe met actuellement tout en œuvre, avec notamment le recrutement d'un nouveau responsable commercial et la mise en place d'une nouvelle équipe commerciale, afin de remédier à cette situation.

Le décalage du 3ème volet de l'appel d'offre européen et un contexte concurrentiel difficile compte tenu de la baisse du dollar par rapport à l'euro

Le groupe DMS était dans l'attente de la réponse du troisième volet d'un important appel d'offre européen quinquennal en radiologie conventionnelle. Le groupe avait été retenu en 2006 (6,1 M€) et en 2007 (6,1 M€) lors des deux premières phases de cet appel d'offre national. Parallèlement, DMS réalisait également 2 M€ de chiffre d'affaires dans la même zone géographique. Les ventes sur cette zone pouvaient représenter, en 2008, un montant au moins équivalent à celui enregistré en 2007, soit 8 M€. Compte tenu du retard et de l'absence de décision par le donneur d'ordre, le groupe a été contraint, le 12 juin 2008, de ne plus intégrer ce client dans son prévisionnel de chiffre d'affaires 2008, à hauteur de 8 M€.

Ce décalage intervient dans un contexte concurrentiel rendu difficile par l'accélération de la baisse du dollar par rapport à l'euro.

Lancement d'une augmentation de capital

Le 2 juin 2008, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé l'émission d'actions nouvelles qui devrait permettre l'émission d'un nombre maximal de 15.808.901 actions nouvelles émises au prix de 0.50 € par action soit une augmentation maximale d'un montant brut de 7.904.450,50 €.

Postérieurement au 30 juin 2008, le 12 septembre 2008, le Groupe DMS a annoncé la réussite de cette augmentation de capital pour un montant brut de 7.904.450,50 €.

1.2 RESULTATS CONSOLIDES

Le groupe DMS a enregistré au cours du premier semestre de l'exercice 2008 un chiffre d'affaires de 8994 K€ contre 15 397 K€ au 30 juin 2007, soit une baisse de 6403 K€ par rapport au premier semestre 2007.

Après une année 2007 placée sous le signe du redressement, DMS devait connaître en 2008 une année de forte croissance de son activité sous l'impulsion du lancement de nombreux nouveaux systèmes, à la fois en ostéodensitométrie, avec le Stratos, mais également en radiologie digitale, avec la gamme Da Vinci. Toutefois, compte tenu de capacités commerciales insuffisantes en France dans les premiers mois de l'année et de l'évolution inattendue d'un appel d'offre majeur en radiologie, qui s'est soldé par l'absence de décision du donneur d'ordre public alors que DMS avait remporté les deux premiers volets en 2006 et 2007, le groupe a pris du retard sur son plan de marche.

Le résultat opérationnel est une perte de 2062 K€ contre un bénéfice de 2606 K€ au 30 juin 2007.

Compte tenu de la baisse de 42% de son chiffre d'affaires au premier semestre et de la relative stabilité des coûts fixes de la société, les comptes du groupe DMS se sont en conséquence inscrits en perte à l'issue du premier semestre 2008.

Les charges de personnel sont en légère hausse (+0,1 ME) par rapport au 30 juin de l'exercice précédent (2,5 M€). L'effectif s'établit à 127 salariés contre 126 au 30/06/07.

Les autres charges sont en hausse de 0,2 M€ passant de 2,3 à 2,5 M€ au 30 juin 2008.

Le résultat financier passe d'une perte de 38 K€ au 30 Juin 2007 à une perte de 102K€ au 30 juin 2008.

Au 30 juin 2008, les déficits reportables s'élevaient à 11.692K€ générant un impôt différé actif non comptabilisé de 3897K€. Compte tenu des déficits reportables, aucun impôt sur les sociétés n'a été comptabilisé.

Le résultat net consolidé, part du groupe est une perte de 2064 K€ contre un bénéfice de 2 568K€ au 30 juin 2007.

Aucune variation de périmètre n'est à constater entre les exercices 2007 et 2008.

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2008

Le 12 septembre 2008, le Groupe DMS a annoncé la réussite de l'augmentation de capital en précisant qu'au total, l'offre a été sursouscrite 1,5 fois, représentant un montant total demandé de 11,6 M€. Les actionnaires de DMS ont largement souscrit à l'opération à titre irréductible, avec un montant global demandé de 6,4 M€.

Les demandes à titre réductible des nouveaux actionnaires, qui représentaient un montant d'engagement de 5,2 M€, ont, en conséquence, été réduites. Ces derniers seront servis pour un montant total de 1,5 M€.

Suite à cette opération, le capital social de DMS est composé de 24 591 624 actions. Les actions nouvelles ont été assimilées aux actions DMS existantes (code ISIN : FR0000063224 - DGM) et admises à la cotation au compartiment C du marché Euronext Paris de NYSE Euronext le 19 septembre 2008, jour de leur règlement-livraison.

Les dirigeants de DMS, messieurs Antoine Rabaste et Jean-Luc Dumas, ont, comme annoncé, participé à l'opération en exerçant l'intégralité de leurs DPS. En conséquence, la répartition du capital de DMS est inchangée :

Fondateurs et dirigeants : 17,6% du capital
Flottant : 82,4% du capital

Cette augmentation de capital n'a pas d'incidence sur les comptes intermédiaires arrêtés au 30 juin 2008, elle sera comptabilisée au second semestre 2008.

Par ailleurs, La société DMS rappelle l'existence de 4 591 046 bons de souscriptions d'actions remboursables (« BSAR B ») exerçables jusqu'au 31 décembre 2010.

A la suite de l'augmentation de capital mentionnée précédemment, la nouvelle parité d'exercice des BSAR B est désormais : 4 BSAR B donnent le droit de souscrire à 1,07 action nouvelle à émettre au prix unitaire de 9 €.

1.4 PERSPECTIVES

Les perspectives autant en ostéodensitométrie qu'en radiologie digitale sont bonnes. L'ostéodensitomètre est encore un marché d'équipement en développement en raison du vieillissement de la population mondiale, de l'attention accrue portée à la santé de la femme et des coûts générés par l'ostéoporose auprès des organismes sociaux. La radiologie est un marché déjà plus mature mais en pleine transition : les radiologues du monde entier sont en train de migrer vers des appareils digitaux qui constituent une transition inéluctable de leur métier.

Si l'année 2008 constituera un exercice de transition, les difficultés que nous avons rencontrées au cours du premier semestre 2008 ne remettent absolument pas en cause la capacité de croissance du groupe pour les prochaines années et dès l'année 2009. Autant pour les systèmes fluoroscopiques qu'en radiologie conventionnelle digitale (salles complètes de radio digitales et statifs digitaux dédiés à l'os et aux poumons)

2 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2008

ACTIF	en K€	Notes	30/06/2008 6 mois	31/12/2007
<i>Actif non courant</i>				
	Goodwill	Note 4	1 473	1 473
	Immobilisations incorporelles	Note 4	1 280	1 174
	Immobilisations corporelles	Note 5	511	531
	Impôt différé actif	Note 21	0	0
	Actifs financiers non courants	Note 6	94	93
	Participation des les entreprises associées			
	Autres actifs non courants			
Total de l'actif non courant			3 358	3 271
<i>Actif courant</i>				
	Stocks	Note 7	8 823	7 291
	Créances clients	Note 8	7 864	9 637
	Autres actifs courants	Note 9	2 291	2 096
	Trésorerie et équivalence de trésorerie	Note 10	985	4 529
Total de l'actif courant			19 963	23 553
TOTAL DE L'ACTIF			23 321	26 824

PASSIF	en K€	Notes	30/06/2008 6 mois	31/12/2007
<i>Capitaux propres</i>				
	Capital émis	Note 23	8 783	8 783
	Prime d'émission		8 135	8 135
	Autres réserves		-2 766	-4 767
	Résultat de l'exercice		-2 064	2 001
Intérêts minoritaires			103	131
Total des capitaux propres			12 191	14 283
<i>Passif non courant</i>				
	Emprunts à long terme (part >1an)	Note 12	340	610
	Impôts différés passifs	Note 21	0	0
	Provisions à long terme	Note 11	49	21
Total du passif non courant			389	631
<i>Passif courant</i>				
	Fournisseurs et autres créditeurs	Note 13	7 750	8 545
	Dettes financières (part <1 an)	Note 12	1 703	1 893
	Partie courante des emprunts long terme	Note 12	952	1 132
	Impôts exigibles			
	Provisions à court terme	Note 11	336	340
Total du passif courant			10 741	11 910
TOTAL DU PASSIF			23 321	26 824

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2008

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
K€		6 mois	6 mois	12 mois
Activités maintenues				
Produit des activités ordinaires	Note 16	8 994	15 397	31 352
Autres produits	Note 17	388	1 712	2 000
Variation de stocks de produits finis en cours		541	560	584
Marchandises et matières consommées		-6 652	-10 484	-21 603
Frais de personnel	Note 18	-2 544	-2 452	-4 846
Dotations aux amortissements	Note 5	-42	-35	-87
Dotations aux provisions	Note 11	5	380	481
Dépréciation immobilisations incorporelles	Note 4	-298	-187	-472
Autres charges	Note 19	-2 454	-2 285	-5 299
Résultat opérationnel		-2 062	2 606	2 110
Produits financiers		33	56	82
Charges financières		-135	-94	-237
Résultat financier	Note 20	-102	-38	-155
Résultat avant impôt		-2 164	2 568	1 955
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues		-2 164	2 568	1 955
Quote part dans résultat net des entités associées		0	0	0
Activités abandonnées ou cédées		0	0	0
Résultat de l'exercice des activités abandonnées				
Résultat de l'exercice des activités cédées				
Impôt sur le résultat	Note 21	69	30	69
Résultat net consolidé		-2 095	2 598	2 024
Part des minoritaires		-31	30	23
Résultat net consolidé-part du groupe		-2 064	2 568	2 001
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)				
Résultat de base par action	Note 25	-0,24	0,32	0,23
Résultat dilué par action		-0,24	0,22	0,20

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidés	TOTAL PART GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
<i>en K€ - sauf nombre d'actions</i>							
Solde au 1er janvier 2007		8 035	5 985	-4 897	9 123	111	9 234
Changement de méthode					0		0
Correction d'erreur					0		0
Autres				-7	-7		-7
Résultat net				2 568	2 568	30	2 598
Dividendes					0		0
Augmentation de capital					0		0
Réduction de capital					0		0
Solde au 30/06/2007	8 035 108	8 035	5 985	-2 336	11 684	141	11 825
Solde au 1er janvier 2008	8 782 723	8 783	8 134	-2 765	14 152	131	14 283
Changement de méthode					0		0
Correction d'erreur					0		0
Autres					0	3	3
Résultat net				-2 064	-2 064	-31	-2 095
Dividendes					0		0
Augmentation de capital					0		0
Réduction de capital					0		0
Solde au 30 juin 2008	8 782 723	8 783	8 134	-4 829	12 088	103	12 191

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Conformément à IAS 7, le tableau de flux de trésorerie doit présenter les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

En K€	30/06/2008	30/06/2007
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 2 095	2 597
Elimination des éléments non monétaires :		
. Dotations et reprises aux amortissements et provisions a)	359	- 161
. Variation des impôts différés	-	-
. Résultat de cession d'actifs non courants	-	-
. Quote part de subventions d'investissement	-	-
. Abandons de créances	-	- 587
. Coût des avantages accordés (stock options)		
Marge brute d'autofinancement	- 1 736	1 849
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel b)	- 747	- 4 174
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (1)	- 2 483	- 2 325
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations et actifs financiers	- 425	- 403
Cession d'immobilisations et autres actifs non courants	-	-
Réduction d'actifs financiers	1	-
Incidence variation de périmètre	-	-
Variation des autres actifs non courants	-	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (2)	- 424	- 403
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements d'avances conditionnées	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
Augmentations de capital en numéraire (c)	-	-
Nouveaux emprunts et financements (d)	-	-
Remboursements d'emprunts et financements (d)	- 746	- 473
Remboursement d'avances conditionnées	- 88	- 15
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (3)	- 834	- 488
Variation nette de trésorerie (1) + (2) + (3)	- 3 741	- 3 216
Trésorerie d'ouverture	4 529	4 168
Trésorerie de clôture	788	952
Variation trésorerie nette	- 3 741	- 3 216

Notes au tableau des flux de trésorerie :

- a) à l'exclusion des provisions sur actif circulant
- b) la variation de BFR est retraitée des éléments relatifs aux impacts de la correction d'erreur sur les stocks et des avantages au personnel
- c) augmentation de capital nette de frais d'émission imputés au capital
- d) le groupe ayant recours de façon permanent à la cession de créances professionnelles, celle-ci a été considérée comme une source de financement.

ANNEXE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice

Renforcement des fonds propres au 2^{ème} semestre 2008:

Le 2 juin 2008, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé l'émission d'actions nouvelles qui devrait permettre l'émission d'un nombre maximal de 15.808.901 actions nouvelles émises au prix de 0.50 € par action soit une augmentation maximale d'un montant brut de 7.904.450,50 €.

Evènements postérieurs à la clôture

Le 12 septembre 2008, le Groupe DMS a annoncé la réussite de l'augmentation de capital en précisant qu'au total, l'offre a été sursouscrite 1,5 fois, représentant un montant total demandé de 11,6 M€. Les actionnaires de DMS ont largement souscrit à l'opération à titre irréductible, avec un montant global demandé de 6,4 M€.

Les demandes à titre réductible des nouveaux actionnaires, qui représentaient un montant d'engagement de 5,2 M€, ont, en conséquence, été réduites. Ces derniers seront servis pour un montant total de 1,5 M€.

Suite à cette opération, le capital social de DMS est composé de 24 591 624 actions. Les actions nouvelles ont été assimilées aux actions DMS existantes (code ISIN : FR0000063224 - DGM) et admises à la cotation au compartiment C du marché Euronext Paris de NYSE Euronext le 19 septembre 2008, jour de leur règlement-livraison.

Les dirigeants de DMS, messieurs Antoine Rabaste et Jean-Luc Dumas, ont, comme annoncé, participé à l'opération en exerçant l'intégralité de leurs DPS. En conséquence, la répartition du capital de DMS est inchangée :

Fondateurs et dirigeants : 17,6% du capital
Flottant : 82,4% du capital

Cette augmentation de capital n'a pas d'incidence sur les comptes intermédiaires arrêtés au 30 juin 2008, elle sera comptabilisée au second semestre 2008.

Par ailleurs, La société DMS rappelle l'existence de 4 591 046 bons de souscriptions d'actions remboursables (« BSAR B ») exerçables jusqu'au 31 décembre 2010.

A la suite de l'augmentation de capital mentionnée précédemment, la nouvelle parité d'exercice des BSAR B est désormais : 4 BSAR B donnent le droit de souscrire à 1,07 action nouvelle à émettre au prix unitaire de 9 €.

NOTE 2 Principes comptables

Principes généraux et normes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des **normes comptables internationales IFRS** telles qu'adoptées au 30 juin 2008 dans l'Union Européenne.

Comptes intermédiaires

Le rapport intermédiaire présente des états financiers résumés et des notes explicatives conformes aux dispositions de la norme **IAS 34 – Information financière intermédiaire**.

Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires et les charges sont reconnus dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle soit sur sa période de réalisation. L'impôt estimé est calculé à partir d'une estimation du taux d'impôt probable à la clôture annuelle (33,33%).

Continuité d'exploitation

Les comptes sont présentés sur une hypothèse de continuité d'exploitation.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations. Les estimations et hypothèses élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes, portent en particulier sur les provisions pour garantie, pour créances clients, la durée du cycle de vie des produits, les risques fiscaux, les litiges, la valorisation des écarts d'acquisition, la valorisation des actifs incorporels et leur durée de vie estimée. Les montants définitifs pourraient différer de ces estimations.

Principes comptables et principes de consolidation

Méthodes de consolidation :

L'ensemble des sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation étant actuellement contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société mère, ces filiales sont consolidées par intégration globales.

Retraitements IFRS :

Les retraitements opérés en normes IFRS par rapport aux normes françaises appliquées aux comptes sociaux concernent principalement :

- La comptabilisation et la dépréciation du goodwill (IAS 36)
- L'évaluation à la juste valeur des plans de souscription d'actions (IFRS 2).

Information sectorielle:

La norme IAS 14 impose aux entités dont les titres sont négociés sur un marché organisé de présenter une information sur deux niveaux par secteur d'activité et par secteur géographique.

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Niveau primaire d'information : Activité	Niveau secondaire d'information Secteur géographique
Dopplers et Ostéodensimétrie	Europe
Radiologie	Afrique
Distribution et maintenance	Moyen-orient
	Amérique du Nord et du Sud
	Asie
	Océanie

Conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, seuls les produits et charges sectoriels relatifs au niveau primaire d'information sont présentés dans l'annexe des comptes semestriels.

Elimination des transactions intragroupes :

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intragroupes, sont totalement éliminés.

Frais de Recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles lorsqu'elles portent sur des projets identifiables et que ces projets présentent une faisabilité technique et des perspectives commerciales.

Les frais de développement immobilisés sont à la fois des frais engagés en interne, coûts de personnel, et des frais externes (sous-traitance à des laboratoires...). Les frais de recherche et développement sont amortis sur leur durée d'utilité qui est dans la plupart des cas estimée à 3 ans. En cas d'indice de perte de valeur du projet identifié les frais de Recherche et développement peuvent faire l'objet d'une dépréciation complémentaire. Les frais de recherche et développement peuvent être sortis lorsque plus aucun avantage économique futur n'est attendu.

Goodwill :

A la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût qui représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs.

Après la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. La dépréciation éventuelle d'un goodwill est déterminée par rapport à la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté.

Regroupement d'entreprises et reconnaissance des écarts d'acquisition :

La norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, prévoit en principe un retraitement rétrospectif de toutes les acquisitions de sociétés (business combinations) antérieures à la date de transition. Pour des raisons pratiques, le Groupe DMS utilise l'option offerte par la norme IFRS 1, Première adoption des normes IFRS, de ne pas appliquer le retraitement rétrospectif aux acquisitions antérieures à la date de transition. Cela concerne l'écart d'acquisition de la filiale APELEM.

Ainsi, pour cette société acquise, le montant de l'écart de première consolidation selon les normes IFRS le jour de l'acquisition de la société par DMS est le même que celui qui avait été calculé dans les principes comptables français.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeurs, conformément à IFRS 3 et IAS 36.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements indiquent une perte de valeur potentielle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon les méthodes linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité de l'actif soit :

• Constructions	10 à 33 ans
• Matériel et outillage industriel	3 ans
• Agencements, aménagements, installations	7 à 10 ans
• Matériel de transport	1 à 4 ans
• Matériel de bureau et informatique	4 à 10 ans
• Mobilier	10 ans

Lorsque la prise en location d'un bien significatif implique, en substance, un transfert de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, alors il est comptabilisé en immobilisation, avec en contrepartie une dette financière.

En ce qui concerne l'immeuble d'APELEM, construit avec un bail à construction, la durée d'utilité des composants amortissables sur une durée supérieure à la durée du bail a été réduite à la durée du bail, soit 30 ans. Le bail à construction a été analysé conformément à la norme IAS 17.4, c'est-à-dire en location simple pour la partie afférente au terrain, le transfert de propriété n'étant pas prévu au contrat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de marchandises et des approvisionnements comprend en sus du prix d'achat les frais accessoires. La valeur nette de réalisation est estimée par rapport au prix de vente estimé diminué éventuellement des coûts estimés restant à réaliser pour l'achèvement des matériels.

Le coût des stocks de produits finis comprend les coûts directs d'acquisition et les autres coûts directs tels que la main d'œuvre directe, les frais de transport et de douanes ainsi qu'une quote-part de frais généraux imputables à ces actifs. Les coûts d'emprunts attribuables à l'activité de production sont non significatifs compte tenu de la faible durée du processus de production.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées suivant leurs valeurs nominales diminuées éventuellement des dépréciations des montants non recouvrables.

Avantages du personnel

Départ en retraite :

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. Le groupe a souscrit un contrat d'assurance financier. Selon IAS 19, ce contrat est assimilable à un régime à prestation définies et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs. Le calcul des engagements de retraite prend en compte les dispositions de la loi de financement de sécurité sociale pour 2008, et notamment l'introduction d'une nouvelle contribution en cas de mise à la retraite par l'employeur. L'hypothèse de provisionnement correspond à une mise à la retraite du salarié par l'employeur à l'âge de 65 ans.

Stocks options :

Les instruments financiers que DMS attribue entrent dans le champ de la norme comptable IFRS 2. L'application de cette norme n'est pas rétrospective et ne concerne donc pas les plans émis avant le 1er janvier 2004.

Pour ces transactions, la juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée de manière définitive par référence à la juste valeur des options à la date d'attribution.

Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. De même ces produits sont comptabilisés lorsque le contrôle effectif des biens incombe au propriétaire.

Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés, dont le solde est un impôt différé actif, ne sont pas comptabilisés au niveau du Groupe en raison de la non régularité de la situation bénéficiaire du groupe.

NOTE 3 Périètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 30 juin 2008 intègrent les comptes des sociétés suivantes. Toutes les sociétés consolidées le sont par **intégration globale**.

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	Montpellier (Perols)	389 873 142	Société-mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S	Nîmes	319 996 146	Filiale	98,43%	-
MEDILINK	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	389 288 044	Filiale	99,80%	-
MERIX	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	348 233 800	Filiale	99,94%	-
LTR	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	344 312 798	Filiale	99,80%	-
APELEM Espagne	S.A.	Barcelona		Filiale	0%	50,20% (1)-

(1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM S.A (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 50.20% dans APELEM Espagne.

Conformément aux normes IAS 27 (Etats financiers consolidés et individuels) et IAS 31 (Participations dans des co-entreprises), les filiales présentées ci-avant sont considérées sous contrôle de la société mère et consolidées à ce titre.

Principales acquisitions et cessions de l'exercice

Néant

Entreprises exclues du périmètre de consolidation

La seule entreprise exclue du périmètre est la société Russe «SPECTRAP» détenue à 33% par APELEM. La dimension de cette société et le pourcentage de détention ont un impact négligeable pour le groupe alors même qu'il existe des difficultés à obtenir des informations financières fiables dans un délai raisonnable eu égard aux délais de publication du Groupe.

NOTE 4 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	30/06/2008			31/12/2007		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Concessions, brevets, licences	385	385	0	385	383	2
Frais de R&D	7 211	5 932	1 279	6 807	5 635	1 172
Goodwill	3 773	2 300	1 473	3 773	2 300	1 473
Autres actifs incorporels	0	0	0	0	0	0
TOTAL	11 369	8 617	2 752	10 965	8 318	2 647

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Concessions, brevets, licences	385	0			385
Frais de R&D	6 807	404			7 211
Goodwill	3 773				3 773
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	10 965	404	0	0	11 369

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

<i>Amortissements & Dépréciation</i> (K€)	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Reprise	Clôture
Concessions, brevets, licences	383	1			384
Frais de R&D	5 635	297			5 932
Goodwill	2 300				2 300
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	8 318	298	0	0	8 616

Les frais de R&D se ventilent comme suit par activité :

<i>Frais de R&D</i> (K€)	Ostéo/ Dopplers	Radiologie	Total
Brut Ouverture	4 505	2 302	6 807
Acquisition	206	198	404
<i>Brut clôture</i>	<i>4 711</i>	<i>2 500</i>	<i>7 211</i>
			0
Amortissements ouverture	3 884	1 749	5 633
Dotation exercice	150	149	299
TOTAL FRAIS DE R&D	677	602	1 279

Le goodwill est constitué exclusivement de l'écart d'acquisition de la filiale APELEM. Ce goodwill a fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur au titre de l'exercice 2005 d'un montant de 2.300 K€ ramenant sa valeur nette à 1.473 K€.

NOTE 5 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	30/06/2008			31/12/2007		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Terrains	0		0	0		0
Constructions	1 013	636	377	1 013	619	394
Matériel et outillage	356	308	48	346	300	46
Agencements et autres	641	555	86	632	538	94
TOTAL ACTIFS CORPORELS	2 010	1 499	511	1 991	1 457	534

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Terrains	0				0
Constructions	1 013				1 013
Matériel et outillage	346	10			356
Agencements et autres	632	9			641
TOTAL	1 991	19	0	0	2 010

La variation des amortissements et dépréciation est la suivantes :

<i>Amortissements & Dépréciation</i> (K€)	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Sortie	Clôture
Terrains	0	0			0
Constructions	619	17			636
Matériel et outillage	300	8			308
Agencements et autres	538	17			555
TOTAL	1 457	42	0	0	1 499

NOTE 6 Actifs financiers non courants

Actifs financiers :

<i>Actifs financiers (K€)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Titres de participation	31	31
Autes (dont dépôts et cautionnement)	63	62
TOTAL	94	93

Les titres de participation (31KE) sont non consolidés et concernent la société SPECTRAP, détenue à 33 %, en Russie. La non consolidation provient des difficultés de la société à diffuser au groupe des informations fiables dans un délai raisonnable. La valorisation de cette participation (31KE) n'a pas été réajustée car elle est non significative pour le groupe.

Participations dans les entreprises associées :

Néant, aucune participation n'est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTE 7 Stocks

Les méthodes d'évaluation des stocks sont décrites dans la note de l'annexe relative aux principes comptables et se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	30/06/2008			31/12/2007			variation N/N-1 net
	Valeur	Dépréciation	Net	Valeur	Dépréciation	Net	
Matières premières, approvisionnements	5 618	302	5 316	4 629	302	4 327	989
En cours de production	1 993		1 993	1 350		1 350	643
Produits finis	1 607	336	1 271	1 709	328	1 381	-110
Marchandises	370	126	244	360	126	234	10
TOTAL	9 588	764	8 824	8 048	756	7 292	1 532

NOTE 8 Créances clients

Le poste client se décompose comme suit :

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Créances clients	5 191	7 590	-2 399
Clients douteux	836	965	-129
Factures à établir	2 612	1 889	723
Provisions pour dépréciation	-776	-807	31
TOTAL	7 863	9 637	-1 774

NOTE 9 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Fournisseurs débiteurs et acomptes	184	174	10
Personnel	5	12	-7
Impôt sur les bénéfices	240	570	-330
Impôts et taxes	1 337	1 104	233
Autres créances	107	99	8
Charges constatées d'avance	418	137	281
			0
TOTAL	2 291	2 096	195

NOTE 10 Trésorerie

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Valeurs mobilières de placement	626	612	14
Disponibilités	359	3 917	-3 558
TOTAL	985	4 529	-3 544

NOTE 11 Variation des provisions

Bilan

K€	31/12/2007	Augment°	Diminution	30/06/2008
Provision pour litiges	140		-4	136
Provision IFA	0			0
Autres	200			200
<i>Sous total provisions court terme</i>	<i>340</i>	<i>0</i>	<i>-4</i>	<i>336</i>
Indemnités de retraite (long terme)	21	28		49
<i>Sous total provisions long terme</i>	<i>21</i>	<i>28</i>	<i>0</i>	<i>49</i>
TOTAL	361	28	-4	385

- En 2007 une provision de 200 K€ a été constituée pour tenir compte du risque de défaillance sur un client d'Amérique latine compte tenu du contexte d'instabilité politique et des frais juridiques de recouvrement que le groupe va devoir engager. Le risque relatif à cette affaire n'a pas évolué sur la période.

Dotations aux provisions (compte de résultat)

K€	30/06/2008
Augmentation des provisions	28
Diminution des provisions	-9
Variation des dépréciations de stocks	8
Variation des dépréciations de créances clients	-32
Autres	0
TOTAL	-5

NOTE 12 Passifs financiers

Avances conditionnées :

Les avances conditionnées d'un montant global de 501 K€, sont constituées d'avances sans intérêts consenties par l'ANVAR pour aider à la recherche et à la mise au point de nouveaux produits.

Emprunts à long terme (>1an)

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances conditionnées (part >1 an)	154	150	4
Emprunts (part >1 an)	186	460	-274
Dettes correspondant aux contrats de crédit bail (part >1 an)		0	0
TOTAL	340	610	-270

Dettes financières à moins d'un an

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances conditionnées	347	439	-92
Emprunt (part <1 an)	605	693	-88
Dettes correspondant aux contrats de crédit bail (<1 an)	0	0	0
	952	1 132	-180
Banques créditrices	197	0	197
Mobilisations de créances	1506	1893	-387
	1703	1893	-190
TOTAL	2 655	3 025	-370

Total des dettes financières

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances conditionnées	501	589	-88
Emprunts bancaires	791	1 153	-362
Banques créditrices	197	0	197
Mobilisations de créances	1506	1893	-387
TOTAL	2 995	3 635	-640

NOTE 13 Autres dettes

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	31/12/2007	Variation
Avances reçues	269	482	-213
Fournisseurs	6 026	6 175	-149
Personnel	362	338	24
Organismes sociaux	432	452	-20
Etats, TVA	341	644	-303
Autres dettes fiscales et sociales	166	218	-52
Autres dettes	138	209	-71
Produits constatés d'avance	16	27	-11
TOTAL	7 750	8 545	-795

NOTE 14 Engagements de retraite

Les engagements de retraite provisionnés au bilan sont relatifs à la part de l'engagement non couverte par le contrat d'assurance souscrit (cf. Note sur les principes comptables).

Provision au 31/12/2007	22 K€	
Provision au 30/06/2008	49 K€	
Variation		+27 K€

NOTE 15 Autres engagements hors bilan

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	31/12/2007	variation
Privilège Trésor	560	560	0
Cautions et garanties	6 280	6 280	0
Nantissements	7 053	7 053	0
Retour à meilleure fortune	710	710	0
Divers			
TOTAL	14 603	14 603	0

Les « cautions et garanties » (6 280 K€) correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui des lignes de découvert et de mobilisations données par les banques.

Les « nantissements » (7053 KE) correspondent au nantissement du fonds de commerce de DMS et des actions APELEM au profit des banques en garantie de l'emprunt à moyen terme octroyé par celles-ci en 2002.

Litige :

Plusieurs contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe, déjà présentés dans l'annexe de l'exercice précédent, ne font pas l'objet de provision dans les comptes consolidés compte tenu des éléments favorables présents dans les dossiers à ce jour. Les procédures sont toujours pendantes devant la direction des services fiscaux de l'Hérault et devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Les litiges portent sur l'impôt sur les sociétés à hauteur 598 KE.

NOTE 16 Produits des activités ordinaires

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Vente de marchandises	3 682	4 393	-711	11 013
Biens et services vendus	5 312	11 004	-5 692	20 340
TOTAL	8 994	15 397	-6 403	31 352

NOTE 17 Autres produits

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Subvention d'exploitation	8	5	3	9
Production immobilisée	340	316	24	578
Résultat cession MEDIAG				
Renégociation de la dette financière d'avances remboursables (1)		647	-647	647
Abandon de la dette sur redevances (2)		453	-453	453
Autres	40	291	-251	313
TOTAL	388	1 712	-1 324	2 000

(1) En 2007, correspondait à 587KE de principal et à 60 KE d'annulation d'intérêts de retard et pénalités.

(2) En 2007 correspondait à un abandon de créances liées à des redevances sur des brevets non utilisés par le groupe.

NOTE 18 Frais de personnel

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Salaires	1 795	1 725	70	3 392
Charges sociales	749	722	27	1 454
Stock options				
TOTAL	2 544	2 447	97	4 846

L'effectif s'établit à 127 salariés au 30/06/08 contre 130 au 31/12/2007.

NOTE 19 Autres charges opérationnelles

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Autres achats	2 138	2 012	126	4 539
Autres charges	134	76	58	350
Impôts et taxes	182	198	-16	410
Autres				
TOTAL	2 454	2 286	168	5 299

NOTE 20 Résultat financier

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2008	30/06/2007	variation semestre N/N-1	31/12/2007
Produits des placements	25	45	-20	63
Gains de change	4	11	-7	19
Autre	3		3	
Produits financiers	32	56	-24	82
Intérêts des emprunts et financements court terme	117	93	24	218
Pertes de change	4	1	3	6
Dépréciations				
Autres	14		14	13
Charges financières	135	94	41	237
RESULTAT FINANCIER	-103	-38	-65	-155

NOTE 21 Impôts différés

Impôts différés :

Un périmètre d'intégration fiscale est constitué par les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK.

Du fait des pertes enregistrées sur les derniers exercices les impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée à la date de clôture comme suffisamment probable.

Au 30 juin 2008 le groupe DMS détient 3 897K€ d'impôts différés actifs liés à des déficits reportables non inscrits au bilan du groupe :

Déficits reportables - K€	IS	
	Base	33,33%
Périmètre d'intégration fiscale (DMS, APELEM, MEDILINK)	11 195	3 731
LTR	70	23
MERIX	427	142
TOTAL	11 692	3 897

NOTE 22 Information sectorielle

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Niveau primaire d'information : Activité	Niveau secondaire d'information Secteur géographique
Dopplers et Ostéodensimétrie	Europe
Radiologie	Afrique
Distribution et maintenance	Moyen-orient
	Amérique du Nord et du Sud
	Asie
	Océanie

Les comptes intermédiaires présentent les résultats sectoriels au niveau primaire.

Information sectorielle primaire : Résultats sectoriels

<u>06/2008</u>	Osteo / Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
<i>Chiffre d'affaires</i>	3 969	6 195	856	11 020
<i>Elimination du CA inter secteur</i>	-1 697	-226	-102	-2 026
CA consolidé	2 272	5 969	754	8 994
<i>Résultat opérationnel</i>	-818	-1 089	-87	-1 994
<i>Retraitements de consolidation</i>	-18	-52	-3	-73
<i>Elimination des résultats inter secteur</i>	-646	434	212	0
Résultat opérationnel consolidé	-1 482	-707	122	-2 067
Résultat financier consolidé	-36	-65	3	-98
Charge d'impôt consolidé	-69	0	0	-69
Résultat net consolidé	-1 449	-772	125	-2 096

<u>06/2007</u>	Osteo / Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
Revenus				
<i>Chiffre d'affaires</i>	6 067	9 503	1 030	16 600
<i>Elimination du CA inter secteur</i>	-893	-152	-157	-1 202
CA consolidé	5 174	9 351	873	15 398
<i>Résultat opérationnel</i>	549	1 874	209	2 632
<i>Retraitements de consolidation</i>	-1	-46	-3	-50
<i>Elimination des résultats inter secteur</i>	29	-45	17	1
Résultat opérationnel consolidé	577	1 783	223	2 583
Résultat financier consolidé	-20	-18	0	-38
Charge d'impôt consolidé	-23	-33	4	-52
Résultat net consolidé	580	1 798	218	2 596

NOTE 23 Gestion des capitaux propres et Capital social

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe DMS a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et d'assurer un retour sur investissement à ses actionnaires. Le groupe DMS gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques et des nécessités d'investissements du groupe.

Evolution du capital

Aucune évolution du capital sur le semestre n'a été réalisée.

Au 30 juin 2008 le capital social s'élève à 8 782 723 € et se compose de 8 782 723 actions au nominal de 1€

Récapitulatif des BSAR A et BSAR B :

	BSAR A	BSAR B
Date d'échéance des bons	31/12/2007	31/12/2010
Prix d'exercice des bons pour acquérir 1 action DMS	4,00 €	9,00 €
Nombre de bons nécessaires à l'achat d'une action	2	4
Nombre de bons attribués à l'origine	4 591 490	4 591 490
Nombre de bons exercés au 31/12/07	1 445 008	444
Nombre de bons radiés au 31/12/07	3 146 482	
Nombre de bons restants à exercer au 1/1/2008	-	4 591 046
Nombre de bons exercés en 2008	-	-
Bons arrivant à échéance au 30/06/08	-	-
Nombre de bons restants à exercer au 30/06/08	-	4 591 046

L'augmentation de capital du mois de septembre 2008 (postérieure à la date du 30 Juin 2008) est décrite en NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice.

NOTE 24 Plans d'options de souscription d'actions

Ajustements des prix des options :

Aucun ajustement de prix des options n'a été constaté depuis les dernières décisions du conseil d'administration du 28 décembre 2007 relatives à l'exercice 2007.

Options levées en 2008:

Aucune option levée au 30 juin 2008.

Options attribuées au cours de l'exercice :

Néant

Plans d'options de souscription d'actions en cours :

Date du plan	Plan du 27/10/2006	Plan du 21/09/05	Plan du 20/05/05	Plan du 9/8/2004	TOTAL
Nombres d'options totales attribuées à l'origine	25 000	10 000	8 000	12 500	55 500
Nombre d'options exercées au 1/1/2008	25 000	7 500	-	10 500	43 000
Nombre d'options exercées en 2008	-	-	-	-	-
Nombre d'options radiées	-	-	-	-	-
Nombre d'options restant à exercer (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	-	3 956	12 645	3 162	19 763
Prix d'exercice (en euros) (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	2,16 €	2,18 €	2,79 €	2,53 €	
Date d'échéance du plan	28/10/2014	22/09/2013	21/05/2013	11/08/2008	

NOTE 25 Résultat par action

Le résultat par action s'établit comme suit :

résultat total conso	-2 095 455		
part des minoritaires	30 670		
Résultat consolidé part du groupe	-2 064 785	€	
Nombre d'actions au 30/06/2008	8 782 723		
Valeur nominale	1	€	
Résultat par action	-0,24	€	
Nombre de stock options restant à exercer	19 763		
Nombre d'actions équivalent BSAR A			
Nombre d'actions équivalent BSAR B	1 147 762		
Total actions potentielles dilutives	1 167 525		Non prise en compte dans le résultat par action compte tenu du résultat déficitaire
Total actions créées + dilutives	9 950 248		
Résultat par action dilué	-0,24	€	
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)			
	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
	6 mois	6 mois	12 mois
Résultat de base par action	-0,24	0,32	0,23
Résultat dilué par action	-0,24	0,22	0,20

Le résultat au 30 juin 2008 étant une perte il n'y a pas de différence entre le résultat par action et le résultat par action dilué.

3 DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2008

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Pérols, le 9 octobre 2008

Antoine Rabaste
Président - Directeur général

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ
Représentée par **Michel DEHORS**

PARC DE L'AEROPORT
45 RUE JEREMY BENTHAM
34473 PEROLS CEDEX

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES
Représentée par **Gérard JEANNET**

LE MILLENAIRE
650 RUE LOUIS LEPINE
34000 MONTPELLIER

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DMS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour

un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 21 qui expose la non comptabilisation des impôts différés actifs.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

MONTPELLIER, LE 09 OCTOBRE 2008

Les Commissaires aux Comptes

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES

MICHEL DEHORS

GERARD JEANNET